

**DECLARATION A LA SIXIEME SESSION
DE LA CONFERENCE DES PARTIES (COP 6)
A LA CONVENTION CADRE DES NATIONS-UNIES
SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES
(CCNUCC)**

PRESENTEE PAR

MONSIEUR MAXIME CARLOT KORMAN
MINISTRE DES TERRES, DE LA TOPOGRAPHIE,
DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ENERGIE,
DES MINERAUX ET DES RESSOURCES EN EAU

AU NOM DES PAYS LES MOINS DEVELOPPES (PMD)

La Haye, Pays-Bas
13 - 24 novembre 2000

**DECLARATION A LA SIXIEME SESSION
DE LA CONFERENCE DES PARTIES (COP 6)
A LA CONVENTION CADRE DES NATIONS-UNIES
SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES
(CCNUCC)**

Monsieur le Président, Messieurs les délégués, Mesdames et Messieurs,

Le changement climatique présente un danger imminent croissant pour la survie de nombreuses petites nations insulaires en développement et aux pays les moins développés. Nous osons espérer que notre situation sera entendue d'une oreille sympathique à cette conférence.

Nous sommes représentés ici à cette conférence tout à fait cruciale par un groupe disparate de participants venant de pays développés, en développement et moins développés, dont le but est de concevoir un programme d'action pratique pour faire face au problème environnemental le plus dangereux que cette planète ait jamais connu.

La communauté civile, les organisations environnementales et les gouvernements des pays les moins développés (PMD), ainsi que les petits états insulaires, d'un côté, et de l'autre, les pays développés se sont tous accordés pour faire de cette conférence un point de mire historique.

Il nous faut réussir dans cette tentative, et pour ce faire, il nous faut élaborer un programme d'action en partant de l'hypothèse fondamentale de ce que toutes les ressources qui pourront être nécessaires seront mises à contribution, quoiqu'il

Il s'agit là d'un but qui est réaliste, réalisable, et indispensable.

Monsieur le Président,

Le changement climatique est une préoccupation commune à toute l'humanité. Elle porte sur des questions d'équité, à savoir qui a le droit de polluer l'atmosphère au point d'interférer dangereusement dans le système climatique et par là, de risquer l'existence même de l'homme dans le monde entier. Or, la Convention-cadre des Nations-Unies sur les changements climatiques prévoit des engagements clairs de toutes les parties, et de la part de différents groupes de parties.

Cette Convention-cadre des Nations-Unies sur les changements climatiques représente une des conventions les plus importantes qui soit concernant l'environnement. Les pays développés et les pays en développement manifestent tous une inquiétude égale devant les retombées des gaz à effet de serre. Mais, il existe de grandes divergences au sein de ces mêmes pays sur la question de la portée et de la quantité d'émissions de gaz à effet de serre. Or, quelle que soit la courbe de consommation donnant lieu à des émissions de gaz à effet de serre, où que ce soit en ce monde, le net résultat est un effet mondial, global.

Monsieur le Président,

En ce qui concerne l'application des dispositions de l'article 4.9 de la Convention-cadre des Nations-Unies sur les changements climatiques, nous prions instamment les parties visées à l'Annexe II de prendre des mesures positives et constructives pour venir en aide aux petits états insulaires et aux pays les moins développés, qui sont les plus vulnérables et qui ont la plus faible capacité d'adaptation, en vue de réduire l'impact des effets nocifs du changement climatique sur leur population. A

l'examen du programme de travail visé à l'Annexe I, il faudrait accorder une attention particulière du point de vue financier pour aménager un environnement qui permette une participation réelle de la part des petits états insulaires et des pays les moins développés à toute question touchant aux changements climatiques.

Dans le cadre de nos délibérations ici à COP6 sur la guérison de toute la masse océanique et l'atmosphère du monde, il nous incombe de décider de déployer les mêmes efforts, sur un plan égal, à développer des économies basées sur des énergies renouvelables dans les petits états insulaires et dans les pays les moins développés qui sont actuellement déployés au plan gouvernemental, technologique et industriel pour trouver d'autres sources de gaz et de pétrole.

En toute justice, les nations ont le devoir d'entreprendre des investissements en termes humains et financiers qui équivalent aux coûts des dégâts écologiques, sociaux et militaires qui se sont accumulés dans la poursuite et l'exploitation de pétrole, de gaz et de charbon. Si nous arrivons à trouver le juste milieu, nos sociétés devraient pouvoir réaliser des économies considérables sur les sommes folles qui sont dépensées aujourd'hui sur les effets néfastes de l'utilisation de combustibles fossiles et les affecter au contraire à essayer de sauver le monde.

Messieurs les délégués, pour tous les gens dans le monde qui se préoccupent de sauver notre planète et nos sociétés, c'est à nous de lancer cette initiative mondiale visant à créer des économies basées entièrement et uniquement sur des sources d'énergie renouvelables, et ce dès maintenant. Tous ensemble, nous pouvons faire des progrès considérables et notoires dans nos efforts de stabilisation de l'atmosphère, et par la même occasion, rechercher des moyens bénéfiques d'enrayer la pauvreté et de viser un développement écologiquement sain et durable.

arrive. Il n'est pas question de tergiverser, il faut être hardieux, faire preuve d'imagination, et il nous faut être axé sur le projet.

La présente conférence constitue une fenêtre de lancement, pour reprendre le jargon de l'industrie spatiale. Si nous ne parvenons pas à susciter une réponse en masse, nous manquerons l'occasion cruciale, peut-être même la dernière que nous ayons, de stabiliser l'atmosphère de notre planète. Jamais auparavant n'avons-nous été dans une telle situation, appelés à causer un changement radical.

Monsieur le Président,

Pour contrecarrer la tendance à la déstabilisation climatique, il n'y a qu'une solution durable, celle de s'orienter vers une économie basée sur une autre source d'énergie, qui ne polluera pas notre atmosphère, nos terres, nos mers, nos gens. Nous ne pouvons passer notre temps à envisager des solutions qui nécessitent ensuite un nettoyage, à chercher à capter le dioxyde de carbone que nous laissons se dégager à grands flots dans l'atmosphère, sans souci des conséquences. A essayer d'éliminer les huiles et le goudron déversés dans la mer, à vouloir dégager les poumons des enfants de la ville.

Pour réaliser la tâche formidable qui se présente à nous / qui nous attend, nous devons nous attaquer à la source du problème et concentrer les ressources du monde des sciences, de la technologique, des industries et de la politique pour restructurer rapidement nos économies basées sur l'énergie des combustibles fossiles et les orienter vers des systèmes énergétiques propres, non polluants et renouvelables.

Monsieur le Président,

Cette conférence est sur le point de lancer un projet d'ingénierie scientifique, technologique et économique qui soit ciblé, mondial et mené dans l'unité, et de déployer les efforts qu'il faudra pour résoudre le problème.

Bien que pour la plupart, les éléments technologiques sont déjà en main, il faut que les hommes de science, les ingénieurs, les économistes, les dirigeants d'entreprise et les systèmes d'encadrement des gouvernements s'unissent pour collaborer à mettre en place et intégrer des économies fondées sur une énergie durable et renouvelable, à tous les échelons, local, national et régional.

C'est une tâche qui nécessite un sens considérable de la créativité au plan technologique et économique, à tous les niveaux de la société. Le moyen le plus efficace d'y parvenir est d'entreprendre des recherches pratiques sur le terrain et des projets de développement pour savoir comment de telles économies pourraient être structurées et comment y parvenir du point de vue technique.

Monsieur le Président,

Au mois de septembre cette année, à Kitakyushu au Japon, la Conférence ministérielle sur l'environnement et le développement en Asie et dans le Pacifique, sous l'égide des Nations-Unies et de la CESAP, a adopté un programme d'action régional quinquennal, de 2001 à 2005, pour un développement écologiquement sain et durable. La réunion a souligné l'importance de forger des liens de partenariat entre les petits états insulaires en développement et les nations industrialisées, afin de mettre au point un projet de recherche et de développement mondial voué à créer des économies basées entièrement et uniquement sur des sources d'énergie renouvelables dans les petits états insulaires en développement dans la région.

Lorsque nous serons arrivés à destination dans ce programme de recherche et de développement technologique et social, nous constaterons que la planète toute entière est une petite île unique qui développe sa capacité de collaboration dans l'harmonie et la paix pour la prospérité de tous, dans la paix, la santé et la vitalité.

Je vous remercie de votre attention.